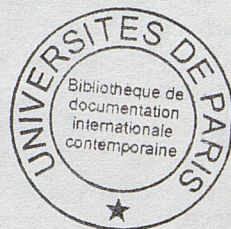


bulletin hebdo



De la dignité à la charité

Managua, 7 août (ANN). Un rapport de l'ONU, révélé par le ministre de la Santé, Ernesto Salmerón, indique que 80 % des 3,8 millions de Nicaraguayens vivent une situation de "pauvreté critique". Selon la commission de l'Assemblée chargée des affaires sociales, toutes les heures un enfant meurt d'une maladie curable. Certes, la pauvreté n'est pas une nouveauté au Nicaragua, pas plus que la crise. Acculé par l'agression et le blocus, le gouvernement sandiniste avait dû adopter en 1988 des décisions sévères. Mais il avait prévu des mesures de protection qui peut-être, à l'époque, n'ont pas été jugées à leur juste valeur. Aujourd'hui, réduction du déficit fiscal oblige, ces acquis sociaux, pourtant inscrits dans les conventions collectives, sont la cible du nouveau gouvernement alors que les salaires perdent constamment de leur pouvoir d'achat.

Depuis plus de deux ans, les fonctionnaires recevaient chaque mois ce que l'on appelle "le paquet AFA", une aide en nature composée de riz, de haricots, de sucre, d'huile, de savon, de dentifrice, de papier hygiénique et de produits supplémentaires selon la richesse de l'institution. Bien que les autorités gardent le silence pour l'instant, on constate que cette aide n'a pas été dis-

tribuée en août et les syndicats pensent que le gouvernement va la supprimer en septembre. En ces temps d'hyperinflation, le paquet AFA est un salaire réel appréciable. Qu'on en juge: pour les employés des Postes et Télécommunications, il a une valeur réelle de 26 dollars, alors que les plus bas salaires sont dans cette branche de 85 dollars. Au total, le seul paquet AFA représente une dépense de plus de 100 000 dollars par mois: on imagine facilement que pour un gestionnaire néo-libéral, c'est insupportable. C'était cela, le choix des sandinistes, dont pourtant certains ne se sont pas privés de critiquer la politique économique des dernières années.

Les restaurants d'entreprise, gratuits la plupart du temps ou à prix très modiques, sont également dans le collimateur. La tendance est à la fermeture; des milliers de travailleurs n'ont déjà plus de cantine et doivent acheter leur repas dans la rue, au prix minimum d'un dollar et demi. On peut noter aussi la disparition d'acquis aussi vieux que la Révolution, comme la subvention au transport, les prêts personnels, l'aide sociale en cas de situation difficile, le remboursement des visites et médicaments par les institutions quand le travailleur était obligé de passer par le

médecin et la pharmacie privée.

Dans l'agriculture, où 10 000 travailleurs ont été licenciés depuis avril dernier, les salaires ne cessent de baisser. En juillet, le salaire minimum était l'équivalent de 60 dollars et s'est réduit en août à 30, voire à 20 chez certains éleveurs privés. Que ce soit dans le secteur d'Etat, chez les propriétaires pri-

SOMMAIRE

La concertation vue d'en haut et vue d'en bas

C'est mal parti

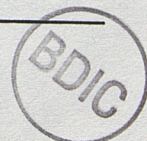
Enfoncez-vous bien ça dans la tête

Bigotes et soumises?

Guatemala : le triomphe de l'absurde

Honduras : fin de la grève des bananeraies

40 P 11481



vés ou dans les fermes relouées à leurs anciens propriétaires, les acquis sociaux sont partout menacés ou ont déjà disparu. La pression sur la terre est devenue aigue. Paysans sans terre, ouvriers agricoles licenciés et contras récemment démobilisés prennent d'assaut les coopératives, poussés par les représentants locaux de l'UNO, et il y a déjà plusieurs morts. La sécheresse vient ajouter ses effets dramatiques et la faim est réapparue:

Pour satisfaire ses besoins élémentaires, une famille de 6 personnes a besoin de l'équivalent de 156 dollars par mois. Selon le FNT, les travailleurs gagnent actuellement en moyenne l'équivalent de 104 dollars et le pouvoir d'achat des salaires est en baisse constante: ils ont perdu 86 % en juillet et 60 % en août. Le gouvernement, violant les accords signés après la grève de juillet, n'a accordé que 30 et 34 % d'augmentation. C'est une véritable tenaille qui se ferme ainsi sur le travailleur pris entre la hausse vertigineuse du prix des transports, de l'eau, de l'électricité et de tous les produits de consommation courante et la chute tout aussi vertigineuse de ses revenus et pour les dirigeants syndicaux la situation devient explosive. Les journaux sont remplis de témoignages: maintenant, les nicaraguayens ne mangent plus trois fois par jour et les enfants ne meurent pas de maladie, ils meurent de dénutrition. Pour comble de malheur, une loi récemment approuvée prévoit que le locataire vivant dans une maison dont le loyer est évalué à 500 dollars peut être expulsé s'il ne peut payer. Inutile de dire que le nombre de maisons entrant dans cette catégorie a subitement augmenté. Les expulsions vont bon train.

Le commerce informel est la principale stratégie de survie. Il absorbe encore beaucoup de chômeurs -40 % de la population en âge de travailler- et de travailleurs qui cherchent à compléter leurs revenus mensuels. Mais pour combien de temps? Déjà, le nombre des commerçants illégaux a augmenté, ce qui rend la concurrence plus vive alors que la population est plus pauvre. De plus, ils doivent maintenant payer des impôts assez lourds et ceux qui vendent quelques produits dans leur maison devront bientôt payer un sur-tarif pour l'eau et l'électricité. Enfin, l'exonération d'impôts à l'importation de produits de consommation courante va ruiner tous ceux, très nombreux, qui vendent des marchandises de contrebande. Les syndicalistes du FNT estiment que les commerçants illégaux vont se transformer en vrais chômeurs dans les mois qui viennent.

Dans cette situation de misère croissante et généralisée, les premières victimes sont les enfants qui, dénutris, ne résistent pas aux maladies. Les hôpitaux et les dispensaires sont tellement démunis de médicaments et matériel que les plus pauvres ne s'y rendent plus (voir bulletin no 214). De source parlementaire, on a su récemment que le ministre des Finances, Emilio Pereira, va proposer une réduction du budget de la Santé et de l'Education.

La situation des retraités est également intenable. Leurs

pensions ne suivent pas le cours de l'inflation et se situent aujourd'hui entre 20 et 40 millions de cordobas (de 20 à 40 dollars). Le programme d'attention médicale qui avait été mis en place pour eux en 1981 est gelé faute d'argent. Quant aux infirmes et orphelins de guerre, leur pension était de 4 à 5 dollars. Il leur a fallu occuper la télévision pendant plus de 24 heures pour faire entendre leur voix. Le gouvernement, face à leur détermination, a dû céder. Leurs pensions vont désormais de 16 à 38 dollars selon les cas.

Les employés de l'Institut nicaraguayen de sécurité sociale et de bien-être (INSSBI), chargés des programmes sociaux, sont préoccupés: la politique économique actuelle convertit la population économiquement active en autant de cas sociaux, alors que les fonds de l'INSSBI sont en chute libre. Actuellement le ministère des Finances ne paie plus que 40% des frais de personnel, le reste est pris sur les cotisations de la sécurité sociale. Mais l'augmentation du chômage à une incidence négative sur cette source. De nombreux programmes sont suspendus, entre autres celui grâce auquel les mères ayant des enfants en bas-âge recevaient du lait. Les crèches sont devenues très chères; à la campagne, certaines sont déjà fermées, ce qui est grave car elles fournissaient un repas aux enfants, et dans les autres la qualité de la nourriture a considérablement baissé. Le ministre de l'INSSBI, Silviano Matamoros, bien qu'il n'ait pas rendu publiques les lignes de sa politique, est selon les fonctionnaires interrogés enclin aux opérations charité.

Incontestablement la faim rôde à nouveau. Même la hiérarchie catholique, peu soupçonnable d'être sandiniste, s'en est inquiétée et des représentants de la Conférence épiscopale ont demandé audience à Violeta Chamorro. La présidente a promis qu'en septembre 10 millions de dollars seront affectés à des fins sociales et à la lutte contre le chômage. Qui peut croire que cette somme va réparer la casse?

En attendant, l'enfant qui garde les voitures sur le parking abandonne l'école, car ce qu'il gagne est devenu indispensable, et le Nicaragua, qui passe de la dignité à la charité, rejoint peu à peu les autres pays du Tiers-Monde, ceux des derniers rangs.

LA CONCERTATION VUE D'EN HAUT ET VUE D'EN BAS

Par Sergio Ferrari

Managua, 4 septembre (ANN). Les spots télévisés, les messages de la présidente Chamorro, les déclarations des personnalités politiques de tout bord, les interventions critiques des syndicats et des petits producteurs, jusqu'aux prises de position officielles des Forces armées : tout le monde parle de la concertation, mais per-

sonne ne pourrait encore en définir vraiment le contenu. L'unanimité se fait autour d'une condition préalable, celle d'établir un climat propice à la discussion entre les différents secteurs productifs et politiques. Mais ni le gouvernement ni les forces sandinistes ne semblent être parvenus dans leurs propres rangs à une position homogène sur le contenu d'un accord national. En attendant, prises de positions et interprétations vont bon train.

Le débat public "Un Nicaragua possible" organisé le 31 août à l'Université a permis à la population et aux représentants de tous les partis politiques de s'exprimer, après les interventions d'Antonio Lacayo, ministre de la présidence, et de Daniel Ortega.

"Nous nous sommes déjà concertés il y a quelques années pour en finir avec la dictature somoziste, puis, après Esquipulas, pour nous mettre d'accord sur le processus électoral. Aujourd'hui, nous nous attaquons aux problèmes aigus de notre économie", a affirmé A. Lacayo, l'homme fort du gouvernement. "Pour exister, la concertation doit être vue par tous les secteurs comme une nécessité et un bénéfice, tous doivent être convaincus qu'il faut apporter quelque chose pour gagner quelque chose et que la solution ne viendra pas de l'extérieur, d'une force exogène". Le ministre a appelé à des accords concrets et rapides pour combattre l'inflation comme point de départ d'un dialogue national.

"La concertation est indispensable, mais on ne va pas se mettre d'accord en haut alors qu'en bas, la situation se dégrade. Il faut créer d'abord un climat favorable et décréter une trêve à l'application des décrets déstabilisateurs", a déclaré D. Ortega. La recherche des intérêts nationaux au-dessus des partis et la mise en oeuvre d'un mode de privatisation favorable aux travailleurs font partie de la logique des sandinistes. Mais le chemin de la concertation risque d'être étroit et difficilement acceptable par les gros propriétaires qui, eux, ne voient dans le "pacte" que la promesse d'une paix sociale indispensable à leurs affaires et à leurs bénéfices.

Le commandement des Forces armées s'est exprimé à travers un discours prononcé par le général Humberto Ortega à l'occasion du onzième anniversaire de l'Armée populaire sandiniste. L'accord économique "est une nécessité et une urgence face à la situation". Il doit être passé entre "les travailleurs, les employeurs et le gouvernement et donc compter avec l'appui de toutes les forces politiques du pays". Il exige que "la flexibilité prenne le pas sur les positions rigides, technocratiques, dogmatiques". Humberto Ortega, ancien membre de la Direction Nationale du FSLN et protagoniste des accords de transition, s'est fait au cours de ces dernières semaines le principal promoteur du dialogue. "L'absence de concertation équivaldrait à un boycott du peuple nicaraguayen", affirme la proclamation du commandement des Forces armées.

Pour le Front national des travailleurs (FNT), qui regroupe les forces syndicales sandinistes, "toutes les mesures, dévaluations, licenciements, etc, démontrent le peu de crédibilité de la Présidente Chamorro quand elle appelle à la concertation". Lucio Jiménez, principal dirigeant du FNT, a annoncé dès la mi-août que son organisation ne participerait pas au dialogue national si le gouvernement continuait à violer les accords signés en juillet, après la grève générale.

Une semaine plus tard, c'était au tour de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), l'organisation des petits et moyens producteurs, de remettre en question le dialogue futur à la suite de la décision gouvernementale d'exclure de fait ses représentants des commissions nationales qui régissent l'activité des différents secteurs de production agricoles.

Ces positions, qui reflètent les sentiments de vastes secteurs productifs, hypothèquent la négociation nationale. Si les conditions posées par ces organisations ne sont pas réunies, la viabilité d'un accord qui ne serait passé que d'en haut pourrait être sérieusement compromise.

C'EST MAL PARTI

Managua, 7 septembre (ANN). "Ils se moquent de nous!" C'est par cette protestation que les organisations syndicales, y compris les centrales pro-gouvernementales, ont accueilli les propositions présentées cette semaine par le gouvernement : 43 % d'augmentation des salaires pour août alors que le ministre des Finances reconnaît lui-même une inflation de 60 % (plus de 70 % selon les syndicats) ; un avant-projet de loi sur le salaire minimum qui prévoit de réévaluer celui-ci tous les deux ans, alors que depuis seulement quatre mois les prix des produits de base ont été multipliés par cinq ; l'annonce par le ministre du Travail que le montant du salaire minimum, qui sera fixé par une commission nationale, pourrait être compris entre 60 et 80 cordobas-or, alors que le Front national des travailleurs (FNT) évalue à 200 dollars le minimum qui permet à une famille de survivre.

Et, si ce n'était pas assez, le ministre de la présidence, Antonio Lacayo, est rentré le 6 septembre des Etats-Unis les mains vides et "préoccupé", après sa rencontre avec les représentants du FMI et de la Banque mondiale: "Les pays qui nous avaient promis une aide pourraient revenir sur cette coopération, à cause du nouveau contexte international", le conflit du Golfe Persique et les changements en Europe de l'Est. Il y a de la concurrence, beaucoup de pays frappent aux mêmes portes et l'argent ira là où les bénéficiaires sont les plus sûrs, a constaté le ministre. Des 300 millions de dollars promis par les Etats-Unis, seulement 60 sont arrivés. C'est par des remontrances que le FMI a reçu A. Lacayo : le Nicaragua

maintient un trop fort déficit fiscal, pratique une politique de crédit irresponsable et traîne en longueur pour privatiser les entreprises d'Etat.

Le ministre a annoncé des temps durs et de fortes coupes dans le budget national, qui se traduiront dès octobre par des réductions "en salaires, emploi et combustible". La santé et l'éducation ne recevront pas de financement supplémentaire ; il sera impossible de répondre aux demandes en terres des anciens contras.

A. Lacayo a insisté sur l'urgence d'entrer en concertation avec les différents secteurs sociaux. Mais le ton s'est durci du côté du FNT : "Nous allons descendre dans la rue, occuper nos entreprises, défendre nos droits, c'est le gouvernement qui nous y oblige. C'est dans la rue que la concertation aura lieu!", annonce le leader du FNT José Angel Bermúdez.

ENFONCEZ-VOUS BIEN ÇA DANS LA TÊTE !

Managua, 5 août (ANN). L'antéchrist monte au dernier étage de sa luxueuse résidence. Dans une sombre pièce encombrée de colonnes, il erre, jetant au ciel et à Jésus ses imprécations sacrilèges. C'est alors qu'en lettres blanches sur ce fond noir, en bas du petit écran, le gouvernement s'adresse aux téléspectateurs: "Le dialogue entre les parties, c'est la réconciliation entre frères". Diable. Il y a de quoi être troublé: dans ce film états-unien de quinzisième catégorie, l'antéchrist s'est incarné dans un ambassadeur des Etats-Unis à Londres.

Ce matraquage, qui envahit toutes les émissions, a commencé sous cette forme raffinée il y a un mois, au moment du championnat mondial de base-ball. C'était l'occasion où jamais: les nicaraguayens sont plus que mordus et le Nicaragua volait de victoire en victoire. A l'époque, il s'agissait de promouvoir le cordoba-or: "Le cordoba-or va vaincre l'inflation", affirmaient les bandes annonces. Il y avait également un spot, du meilleur goût: dans une décharge publique envahie par les charognards, un homme fouille les détritrus. Voix off, ton dramatique: "Avant, c'était la misère". La séquence suivante, filmée dans des entreprises aux machines modernes (celles qu'ont installées les sandinistes) présente le Nicaragua tel que le gouvernement est en train de le construire grâce au cordoba-or. Puis quelques plans de Francisco Mayorga, le petit génie du régime inventeur de la nouvelle monnaie, qui affirme en agitant les mains: "Nous sommes en train de jeter les bases". Malheureusement, quelque chose a échappé aux *Chicagos boys* adeptes de la méthode Coué et les faits sont têtus. Le cordoba-or, bien qu'ayant été mis en circulation, ne circule toujours pas et c'est l'inflation qui menace de le vaincre.

Aujourd'hui, le thème a changé; il s'agit désormais de

promouvoir la réconciliation et la concertation. Dans chaque film, dans chaque feuilleton, le message apparaît dans les moments de tensions, de dispute, pour signifier au spectateur rongé d'angoisse que la confrontation, ce n'est pas bien et qu'avec le gouvernement de l'UNO s'ouvre une ère paradisiaque où tous les conflits vont disparaître, surtout la lutte des classes, s'il vous plaît. Quelquefois, les moments sont mal choisis, comme dans le cas mentionné plus haut; ou bien dans ce film où le message apparaît au moment où le héros positif, venu chercher de l'aide dans un asile réservé à des fous assassins, voit les malades défilier devant lui en lui jetant des regards de haine. Comment ne pas identifier le parti de son choix avec le héros et la bande adverse avec les fous dangereux. Avouez que ça n'incline guère à la réconciliation.

On pourrait mentionner aussi, pour ce qui est du matraquage, l'émission quotidienne, avant le grand feuilleton du soir, intitulée "Démocratie en marche", où sont interrogés des membres du gouvernement. La curiosité du début n'a pas duré. Maintenant, les nicaraguayens, avec leur manie des sobriquets et des jeux de mots, l'appelle "Ennui en marche". C'est peut-être pour essayer de retrouver une audience que les autorités de la télévision ont décidé la programmation d'un nouveau feuilleton juste avant. Ce n'est jamais que le quatrième entre une heure de l'après-midi et neuf heures du soir.

Mais le plat de choix de ce festin publicitaire qui menace de tourner à l'indigestion, c'est *Doña Violeta*. La présidente ne s'exprime jamais en public sinon lorsque c'est strictement nécessaire -et encore ne le fait-elle qu'entourée de ministres et conseillers, à qui elle passe la parole-, mais quelle présence sur le petit écran! Outre les messages pour appeler, encore une fois, à la réconciliation ou lancer une collecte pour les hopitaux, le journal du soir fait largement état de ses apparitions protocolaires, entre autres dans les fêtes patronales des villes et villages. Dans un article publié dans *El Nuevo Diario*, Rosario Murillo, compagne de l'ancien président et secrétaire du syndicat des artistes, note: "De lieux en lieux, l'Excellentissime se déploie et s'offre, comme un produit en tournée de promotion, entourée d'agents sans nombre qui exalte ses vertus, de Mère admirable à Vierge très sainte (...) Les médias avaient oublié, depuis onze ans, tant de ridicule; nous avons avec le temps éliminé les représentations de l'adulation et de la servilité (...) A la place d'une présidente, nous avons une Première Dame, rôle que nous avons décidé de rejeter."

C'est ainsi qu'avec une bonne publicité ajoutée à un bon poids de religion, on tâche que les nicaraguayens attendent un hypothétique argent que donneront peut-être les Etats-Unis et qui permettra éventuellement d'avoir quelques miettes à distribuer quand l'entreprise privée se sera servie. Mais comme le disait un syndicaliste à propos de l'occupation de la télévision par les infirmes de guerre, on dirait que les effets du discours s'épuisent.

BIGOTES ET SOUMISES ?

Managua, 5 septembre (ANN/Gente). Ces filles qui sourient dans la rue, qui portent des mini-jupes, qui dansent en oubliant la retenue inculquée par l'Eglise, celles qui draguent les garçons le samedi soir à la fête et vont à la messe le dimanche matin, qui sont-elles? La revue *Gente* a publié un sondage réalisé par le "Centre Deux générations" auprès de 286 jeunes filles de 14 à 24 ans, dans toutes les régions du pays. Les résultats étonnent.

L'avenir dépend-il de Dieu ?

Age	Oui	Non
14-19 ans	50,4 %	48,2 %
20-24 ans	49,7 %	50,3 %

L'homme est-il né pour le travail et la femme pour le foyer ?

Age	Oui	Non
14-19 ans	43,3 %	56,7 %
20-24 ans	39,2 %	60,8 %

Les études sont-elles plus importantes pour l'homme que pour la femme ?

Age	Oui	Non
14-19 ans	16,4 %	81,6 %
20-24 ans	6,3 %	89,7 %

La femme ne doit-elle avoir l'autorisation de l'homme pour travailler à l'extérieur ?

Age	Oui	Non
14-19 ans	43,4 %	56,6 %
20-24 ans	39,3 %	60,7 %

Que pensez-vous de l'avortement ?

La femme doit en décider	6,3 %
Le couple doit en décider	15,3 %
Un grave problème économique	15,7 %
Doit être puni par la loi	12,9 %
C'est un péché	49,8 %

Faites-vous partie d'un groupe ?

	14-19 ans	20-24 ans
Religieux	27,7 %	21,2 %
Jeunesse sandiniste	16,3 %	11 %
Autre (sportif, culturel communal, syndical, politique)	19,9 %	28,8 %
Aucun	36,1 %	39 %

Si cette approche était un reflet fidèle, on pourrait s'attendre dans le futur à une femme nicaraguayenne plutôt passive, se consacrant aux enfants et à la religion et frustrée professionnellement. Selon Sarah Enríquez, une sociologue du Centre Deux générations responsable de l'enquête, les résultats de celle-ci, et en particulier la prédominance de l'élément religieux, doivent s'interpréter par l'influence de la famille. "Il faut prendre en compte également les possibilités de réalisation qu'offre l'église (chorales, oeuvres de bienfaisance) et se poser la question : "Qu'est-ce qu'on leur a proposé d'autre?" Dans leur majorité, les jeunes interrogées ont commenté leurs réponses en se plaignant du coût des loisirs. Beaucoup expliquent leur faible intégration sociale par les maternités précoces, les responsabilités familiales et économiques et, pour certaines, les interdictions parentales. Quand on leur demande, hors questionnaire, quel est le principal problème auquel elles sont confrontées, la quasi totalité répond que c'est la situation économique de leur famille. Plus de la moitié dit souffrir de mauvais traitements physiques et de conflits familiaux.

Le Nicaragua se caractérise par la jeunesse de sa population : 70 % des nicaraguayens ont moins de 24 ans. Ici, comme ailleurs, les jeunes sont facteurs de changement. C'est la jeunesse qui a permis le triomphe de la Révolution et elle a fait sien les changements. Mais certains de ses intérêts propres n'ont pu être pris en compte pendant les dix ans de guerre et de crise économique. "Les tâches nationales ont envahi le contenu des mouvements de jeunes et de femmes et cela a entravé le développement de critères propres", estiment les sociologues du Centre. Les jeunes femmes rencontrent les mêmes problèmes que l'ensemble de la jeunesse, mais elles les vivent à partir d'une situation de subordination imposée par la société.

S. Enríquez s'interroge sur ce qu'elle voit comme un retour en arrière par rapport aux conquêtes des femmes qui ont lutté pour une pleine intégration sociale. Mettant en cause le travail idéologique réalisé ces dernières années en direction des jeunes, elle se demande : "Avons-nous été jusqu'au bout des efforts pour combattre l'éducation sexiste?"

GUATEMALA : LE TRIOMPHE DE L'ABSURDE

Par Julia Ortiz

Managua, août (ANN/Barricada internacional). Depuis les élections nicaraguayennes, on sait qu'il faut manier les sondages avec prudence. Que penser de ceux qui donnent gagnant aux élections présidentielles de novembre prochain le général Rios Montt, candidat de l'extrême-droite guatémaltèque?

"Vous me connaissez bien", proclame une affiche électo-

rale d'Efrain Rios Montt. Et c'est vrai. C'est par un coup d'Etat que ce militaire aujourd'hui en retraite a pris le pouvoir en 1982. Prédicateur évangélique à ses heures, il affirmait alors : "Ce n'est pas l'armée mais Dieu qui m'a porté au pouvoir". En 1982 et 1983, il s'est distingué par des violations systématiques aux droits de l'homme et par sa politique de "terre brûlée". Selon l'organisation humanitaire internationale *Americas Watch*, Rios Montt est directement responsable du massacre de milliers de paysans et de la destruction de 400 villages, dans le cadre de sa croisade anti-guérilla.

Aujourd'hui, le leader évangélique galvanise les foules et "sait prendre le pouls du peuple", selon ses fidèles. Plusieurs groupes d'extrême-droite appuient sa candidature, entre autres le Parti institutionnel démocratique, fondé par l'armée. Il représente les secteurs opposés au dialogue entre le gouvernement et la guérilla. Son programme électoral se base sur la moralisation de la société, l'élimination de la violence et le retour à la loi. Il accuse le gouvernement actuel d'avoir "sali la nation". "Nous avons déjà éliminé les ordures une fois et nous le ferons à nouveau", promet-il. C'est sous son gouvernement que se sont multipliés les escadrons de la mort.

Selon les adversaires politiques de Rios Montt, les sondages n'ont aucune valeur : réalisés en milieu urbain, chez les classes moyennes et bourgeoises, leurs résultats ne reflètent pas les sentiments de la paysannerie et des indiens qui représentent 70% de la population guatémaltèque. Quoiqu'il en soit, la candidature de Rios Montt a provoqué une violente polémique et ses adversaires ont introduit avec succès un recours en justice pour y faire obstacle : la Constitution de 1984 interdit toute candidature d'un citoyen coupable d'avoir dirigé un coup d'Etat. Mais l'ancien dictateur ne se laisse pas impressionner. Il poursuit sa campagne électorale et se présente en victime en accusant le gouvernement de vouloir l'assassiner.

L'HOMME FORT QUI SAUVERA DU CHAOS

Après 30 ans de coups d'état militaires successifs, le candidat de la Démocratie chrétienne (DC), Vinicio Cerezo, gagnait les élections de 1985. Mais l'armée n'a jamais lâché le pouvoir. Les secteurs populaires et les classes moyennes, qui avaient placé leurs espoirs dans la DC, ont été déçus par l'échec de sa politique économique et sociale. Une aubaine pour l'armée et l'extrême-droite devant lesquelles les portes s'ouvrent aujourd'hui. L'incapacité du gouvernement à résoudre les problèmes de sécurité, à contrôler une violence chaque jour plus terrible, expliquent selon certains le succès de la théorie de "l'homme fort" qui sortira le pays du chaos.

L'inconsistance et l'absence de programme de ses rivaux politiques lui facilitent la tâche. Il est suivi dans les sondages par Jorge Carpio, de l'Union de centre national (UCN) qui rassemble un amalgame de secteurs politiques allant de la droite aux socio-démocrates, tous liés

aux intérêts des Etats-Unis. La droite progressiste et une partie du mouvement populaire se retrouvent dans le Parti d'avancée nationale (PAN), représenté par Alvarez Arzu. La Démocratie chrétienne qui, dans les années 70, bénéficiait de l'appui de l'Eglise et menait un travail important au sein du mouvement populaire, est aujourd'hui divisée et son candidat, Alfonso Cabrera, fait les frais des échecs gouvernementaux.

La situation économique et sociale semble sans issue. Le prochain gouvernement héritera d'un pays déchiré par un conflit armé non résolu. L'Union national révolutionnaire guatémaltèque (UNRG) et le gouvernement ont fait les premiers pas vers une négociation politique que rejettent certains secteurs de l'armée, mais les droits de l'homme sont plus que jamais bafoués : entre mai et juin, une dizaine d'assassinats ont été recensés quotidiennement.

Face à l'absence d'alternative rénovatrice, entre la démocratie chrétienne qui a fait la preuve de son incapacité et le projet néo-libéral de la bourgeoisie moderne, il ne faudrait pas s'étonner que l'absurde l'emporte, avec un vote favorable au général-prédicateur et une majorité d'absentions.

HONDURAS : FIN DE LA GREVE DES BANANERAIES

Managua, août (ANN/Barricada Internacional). Après 42 jours de grève, les travailleurs des bananeraies honduriennes ont repris le travail le 6 août, avec l'intervention de la police et de l'armée et après que le syndicat ait accepté une augmentation de salaire inférieure à la revendication. Les 10 000 travailleurs s'étaient lancés dans la grève pour réclamer 30 % d'augmentation sur des salaires équivalents à quatre dollars par jour, avec l'argument que les coûts de production de la multinationale Chiquita Brands avait baissé de 50 % à cause de la dévaluation récente de la monnaie. Le pouvoir d'achat des salaires, lui, s'est vu réduit de 40 % au premier semestre 90.

Pour briser un conflit qui durait, le gouvernement a autorisé l'embauche de "jaunes" pour relancer la production. Début août, les briseurs de grève envahissaient plusieurs exploitations occupées par les travailleurs, pendant que 400 militaires s'installaient avec leurs tanks à proximité du siège de la Chiquita et du syndicat. Au cours de violents affrontements, la police blessait gravement par balles deux grévistes.

Durant sa campagne, le président Callejas avait déclaré que "le Honduras reviendrait à la banane" pour sortir le pays de ses difficultés économiques. Il semble que la banane ne sortira pas les ouvriers honduriens des leurs, tandis que la multinationale étatsunienne augmente chaque jour ses bénéfices.

EN BREF

FNT. Les employés de banque sont en grève partielle pour la revalorisation de leurs salaires. Les travailleurs des entreprises publiques de la métallurgie sont menacés de licenciement massif: le gouvernement veut bien investir dans cette branche, comme le prévoit les accords de juillet, mais à la condition que les syndicats s'engagent à renoncer à la grève. Même situation dans le textile. Dix mille travailleurs de l'état ont été licenciés à ce jour. Il est question de baisser de 30% les salaires des travailleurs du sucre... Le Front national des travailleurs (FNT) vient de publier un communiqué pour exiger le respect des accords signés en juillet. "Nous voulons du travail et un salaire décent", explique le FNT, qui se montre disposé à faire des sacrifices pour améliorer la situation économique du pays "si nos droits et nos acquis sont respectés". Le FNT pourrait reconsidérer sa participation à la concertation si le gouvernement ne respecte pas ses engagements.

PLUS VITE. Le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), réuni pour la célébration annuelle du "Jour du chef d'entreprise", a exigé du gouvernement qu'il accélère le processus de privatisation des entreprises d'Etat. Aux voix des patrons nicaraguayens se sont jointes celles de l'ambassadeur étatsunien Shlaudeman et d'anciens dirigeants de la contra, invités pour la circonstance. Le président du COSEP a accusé le gouvernement "d'enfoncer économiquement le pays". L'Association des travailleurs agricoles a réagi en annonçant qu'elle ne permettrait pas le démantèlement d'une seule exploitation agricole de l'Etat et en demandant au gouvernement de mettre les entreprises d'Etat au nom de leurs propriétaires légitimes, les travailleurs.

PRESSION SUR LA TERRE. Alors que le ministre de la présidence, Antonio Lacayo, avertit qu'il sera impossible d'offrir aux contras les terres qu'ils réclament, le ministre de la Réforme agraire, Gustavo Tablada, promet exactement le contraire aux intéressés. Lassés d'attendre, certains anciens contras prennent d'assaut des coopératives et les occupent après en avoir délogé violemment les habitants. Dans les régions V et VI, une cinquantaine de coopératives et d'exploitations d'Etat ont été ainsi envahies. Aux environs de Palacagüina, l'assaut armé lancé cette semaine contre une coopérative laisse un mort et six blessés. Certains dirigeants paysans voient là une stratégie de démantèlement du secteur coopératif.

L'UNIVERSITE DESCEND DANS LA RUE. Lundi 10, les étudiants et le personnel universitaire manifesteront leur rejet de la décision gouvernementale de réduire le

budget de l'Université de 20 % à partir de septembre.

MISERE. Selon le représentant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 70% des nicaraguayens du monde rural vivent dans un état "d'extrême pauvreté". La faim est réapparue dans les secteurs sociaux marginalisés des grandes villes et dans de nombreuses régions, surtout celles affectées par la sécheresse. La seconde récolte de l'année est menacée, car les crédits bancaires sont trop élevés pour les paysans. En attendant, un Institut du cheval vient d'être créé pour encourager le sport équestre au Nicaragua.

UNE SITUATION LAMENTABLE. Après la collecte lancée par le cardinal Obando pour la construction de la nouvelle cathédrale, cette fois-ci c'est Violeta Chamorro qui, dans un spot télévisé, en appelle à la générosité des citoyens. "Comme vous le savez, nous avons hérité d'une situation lamentable dans les hôpitaux...". Les nicaraguayens sont invités à envoyer des draps, des oreillers, des couches, etc. Le meilleur est sans doute que la présidente, qui lit son message sur un papier qu'elle tient à la main, termine en lisant aussi sa signature: "Je vous remercie à l'avance, votre Violeta".

ÇA VOLE BAS. L'UNO a tenté d'introduire un projet de loi prévoyant de changer les noms des lieux publics qui portent ceux des Héros et Martyrs. Le FSLN ayant menacé de se retirer de l'Assemblée et même du dialogue national sur le point de commencer, la présidente du Parlement, Miriam Argüello, a préféré suspendre le débat, ce qui lui a valu les foudres d'un secteur de l'UNO. L'un des cinq députés auteurs du projet, le communiste Allan Zambrana, a avancé que les sandinistes ont mis des noms à tout, "même aux waters". "Dans quels waters étais-tu caché pendant la guerre de libération?" lui demande sa tante dans une lettre ouverte publiée par *El Nuevo Diario*. Cette femme du peuple, dont deux fils ont été tués par la garde somoziste, rappelle en effet qu'Allan est le seul de sa famille à ne pas s'être intégré à la lutte de libération.

UN NOUVEAU CODE NOIR? Il est question de présenter à l'Assemblée un projet de loi, de caractère plutôt répressif, qui règlemente l'utilisation des fréquences audio-visuelles. Les professionnels de l'information ont fortement réagi à l'annonce de cette nouvelle, car c'est par une telle loi, appelée à l'époque "le Code noir", que Somoza avait réduit la liberté d'expression. Pendant la

Révolution, la droite s'était farouchement opposée à toute tentative de réglementation.

UN NOUVEAU PARTI...CUBAIN. Un groupe d'exilés cubains, qui se présentent comme dirigeants d'une organisation politico-militaire opérant depuis le Venezuela, ont organisé une conférence de presse au cours de laquelle ils ont présenté un document de soutien signé entre autres par Virgilio Godoy, Miriam Argüello, Arnaldo Alemán, maire de Managua et Moises Hassán, député récemment expulsé du Mouvement d'unité révolutionnaire (MUR). Le Parti démocratique cubain promeut la rébellion armée contre Fidel Castro et prétend avoir introduit des armes à Cuba. Le plus inquiétant est que la conférence a été convoquée par le service de presse de l'Assemblée nationale. Des rumeurs persistantes font état par ailleurs de pressions des Etats-Unis sur le gouvernement nicaraguayen pour qu'il rompe ses relations avec Cuba. Des porte-parole officiels ont nié de telles pressions, mais la presse fait remarquer que le nouvel ambassadeur à la Havane n'a toujours pas été nommé. Situation délicate au moment où les cubains sont les seuls à fournir une aide alimentaire et médicale sur la Côte Atlantique.

QUAND CHARITE RIME AVEC NEGOCE. "Ce que jette Miami se vend à Managua", titre fièrement le quotidien étatsunien *New Herald*. Les rues de Managua et des villes de province ont vu naître un nouveau commerce, celui de vêtements usagés. Un organisme caritatif les collecte aux Etats-Unis pour les "pauvres" nicaraguayens victimes de onze ans de sandinisme, puis des négociants de Miami les revendent aux commerçants informels nicaraguayens. Le peuple nicaraguayen, qui attend l'aide étatsunienne promise et les réparations aux dommages de la guerre, doit se contenter pour le moment des marchés aux puces made in USA.

ANN interne

Chères lectrices, chers lecteurs

Les deux dernières années, nous avons pu maintenir stable le prix du bulletin hebdomadaire. Malheureusement, l'inflation au Nicaragua et en Europe, ainsi que les coûts supplémentaires que comporte le changement structurelle à Managua nous forcent à augmenter maintenant le prix d'abonnement. Toutefois, les paiements effectués jusqu'à l'heure actuelle en sont exclus. Les factures qui sortent dès maintenant tiendront compte des nouveaux prix.

Nous sommes convaincus de votre compréhension et solidarité.

L'équipe ANN

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
 Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,
 CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.
 Coordinateur: Martin Muheim.
 Téléphone: (45) 01/382'04'66.
 Téléc: (45) 817'585'158 com ch.
 Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA.

Au Nicaragua: ANN-Latino, Apartado 33, Zona 5, Managua.
 Rédaction et traduction: Michèle Faure, Frédérique Perrin.
 Téléphone: + +505/2-75'845.
 Télécopie: + +505/2-25'468.

Prix annuel pour particuliers: FF 518/CHF 142; pour comités de solidarité: FF 900/CHF 265; pour institutions: FF 1'286/CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

JA/FF
8034 Zurich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite